Questions orales

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'espère qu'il sera créé d'ici la fin de l'année ou, au plus tard, au début de l'année prochaine. J'aimerais ajouter que j'apprécie l'intérêt que le député manifeste pour cette question. En gros, les discussions menées avec les provinces ont été fructueuses. Celles-ci sont désireuses de travailler en collaboration avec cet organisme à l'instar de nombreux secteurs du monde des affaires et du salariat.

M. Symes: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il dire à la Chambre si toutes les provinces sont d'accord pour collaborer à l'établissement de ce centre? Comme de nombreux gouvernements provinciaux y seront intéressés, quel sera le pouvoir de ce centre? S'agira-t-il uniquement d'un organisme consultatif?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, je le répète, il ne s'agit pas du tout d'une ingérence dans les affaires de compétence provinciale. En un sens, nous avons une responsabilité envers les employés qui relèvent de nos organismes fédéraux. Étant donné l'ampleur des ressources humaines et techniques déjà engagées dans cette tâche au sein des divers ministères gouvernementaux, nous proposons de les rassembler et d'en confier la coordination et la gestion à un institut qui pourra mobiliser des ressources, des chercheurs et des talents qui lui permettront de contrôler les nouvelles substances nocives dont l'apparition accompagne habituellement le lancement de techniques nouvelles dans l'industrie manufacturière et dans l'industrie en général. D'une certaine façon, nous tentons de demeurer à la fine pointe du progrès dans le monde du travail et de protéger les travailleurs contre les effets nocifs auxquels le député vient tout juste de faire allusion.

Je répète, il ne s'agit nullement d'une ingérence dans des affaires de compétence provinciale. D'ailleurs, mes hauts fonctionnaires et moi-même nous sommes entretenus avec des ministres de certaines provinces à ce sujet. Les ministres auxquels j'ai parlé se réjouissent de cette initiative. Si l'on obtient la participation des provinces sous l'égide du gouvernement fédéral—le monde des affaires, les syndicats et une sorte de système tripartite—la mise en vigueur de leurs conclusions et leur acceptation par le grand public seront tout à fait justifiées sur le plan politique.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA VALLÉE DE LA SKAGIT EN C.-B.—LES MESURES DE PRÉVENTION DE L'INONDATION—LA RÉVISION POSSIBLE DE LA DÉCISION DE SURÉLEVER LE BARRAGE ROSS

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Peut-il nous dire quelles mesures prend le gouvernement pour prévenir l'inondation de la vallée de la Skagit qui se trouve en territoire canadien, à la suite d'une décision prise par la société Light and Power de Seattle en vue de surélever le barrage Ross, dans l'État de Washington?

L'hon. Donald S. Macdonald (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je vais me renseigner avec plaisir et je transmettrai directement les renseignements au député.

[M. Symes.]

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, j'aimerais que cette réponse soit consignée au compte rendu. Pendant qu'il y sera, le ministre pourrait-il également demander au gouvernement s'il peut nous assurer qu'il appuie le gouvernement de la Colombie-Britannique dans ses efforts en vue d'obtenir la révision de l'entente de la Commission internationale mixte, aux termes de laquelle il a été décidé de surélever le barrage Ross, entente qui fait l'objet du présent conflit?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je serai heureux de me renseigner également à ce sujet.

* * *

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LA DATE DE LA DÉCLARATION SUR LE DÉCONTRÔLE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il a déclaré à plusieurs reprises qu'il ferait une déclaration avant la fin du mois sur les mesures de décontrôle que le gouvernement envisage de prendre, peut-il nous dire aujourd'hui à quelle date aura lieu cette déclaration?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je dois consulter demain mes homologues des provinces de l'Atlantique en vue de discuter du programme de décontrôle qu'ils envisagent d'appliquer. Mercredi, je dois rencontrer le gouvernement du Québec; c'est dire qu'à ce moment-là, nous aurons consulté les dix provinces. Je pense pouvoir soumettre cette question à mes collègues du cabinet avant la fin du mois. Naturellement, tout dépendra de la décision du cabinet, mais j'espère être en mesure de le faire avant le départ du cabinet pour l'été, à la fin de la première semaine d'août.

* * *

● (1500)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LES FACTEURS ESCOMPTÉS DE DÉFLATION

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Comme les prix ont augmenté à un taux annuel de 10 p. 100 durant les six premiers mois de l'année, le ministre peut-il dire à la Chambre sur quels facteurs il compte pour freiner cette montée en flèche de l'inflation; et peut-il dire à la Chambre en général s'il note encore la tendance profonde à la déflation qu'il constatait dans son dernier budget.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): En général, monsieur l'Orateur, oui. Chose certaine, bien entendu, durant les six premiers mois de l'année, le prix des produits alimentaires a augmenté à cause du coût accru des denrées importées. Nous estimons que ces coûts ont maintenant été absorbés dans le système et que de fait, les produits alimentaires canadiens apparaîtront sur le marché d'ici quelques semaines, ce qui devrait entraîner une réduction dans ce secteur. Je dois reconnaître, d'autre part, que la nouvelle hausse des prix du pétrole et du gaz naturel plus tard cette année fera contrepoids.